

**MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie**

**92 642** emplois en région

dont **78%** d'emplois salariés

**+5,66%** de salariés entre 2016 et 2017

**8ème** secteur employeur sur 38 en région

**52 666** établissements

**44%** d'emplois féminins

**72%** d'emplois en CDI

**Perspectives d'emploi pour le secteur**

**Au niveau national**

Dans l'ensemble, les activités de conseil et assistance (comprenant les activités juridiques, mais aussi les activités informatiques et les autres activités spécialisées scientifiques et techniques) généreraient entre 300 000 et 385 000 emplois d'ici 2030\*. Ces activités constituent des services à fort contenu cognitif (avec la R & D). A ce titre, elles sont identifiées comme très porteuses à moyen/long terme, même si par ailleurs elles sont aussi susceptibles de réagir fortement à l'activité globale des entreprises et par conséquent aux chocs positifs et négatifs sur l'économie.

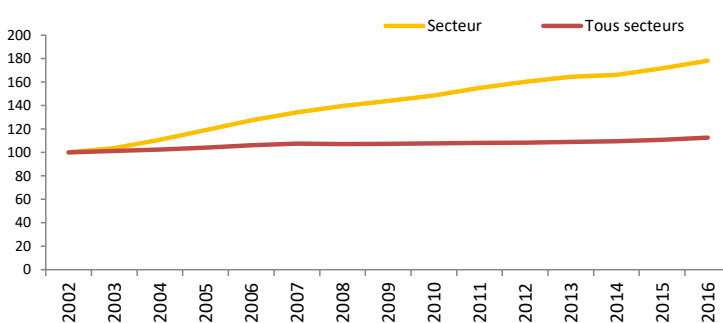
\*Source : Centre d'Analyse Stratégique « Les secteurs de la nouvelle croissance : une projection à l'horizon 2030 », Rapport n°48, janvier 2012

**Au niveau régional**

Avec 92 640 emplois en région dont 14% d'actifs de 55 ans et plus, le secteur est relativement plus exposé au vieillissement de ses actifs comparé à d'autres. Les départs en fin de carrière seront donc importants dans ce secteur d'ici 10 ans.

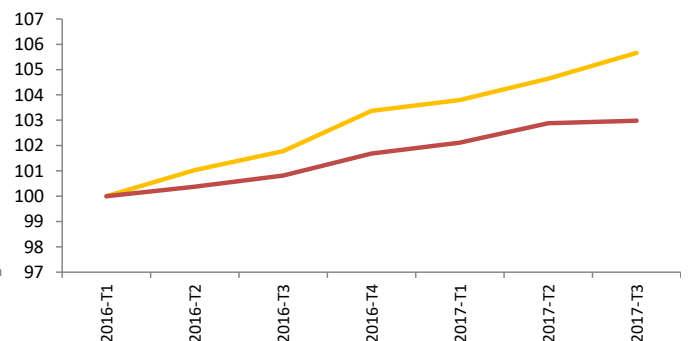
Le secteur a été particulièrement dynamique en région entre 2002 et 2016, l'emploi salarié ayant augmenté de 78% sur cette période (cf. graphique de gauche ci-dessous). Entre 2016 et 2017, l'emploi salarié a augmenté de 5,7% (cf. graph. de droite ci-dessous). Au final, les besoins en recrutement devraient se maintenir, alimentés par les besoins en remplacement des départs en fin de carrière relativement importants et aussi par une dynamique de création d'emploi favorable.

**Evolution annuelle de l'emploi salarié**  
(Indice base 100 = 2002)



Source : Insee, Estimation de l'emploi salarié au lieu de travail au 31/12 de l'année précédente

**Evolution trimestrielle de l'emploi salarié privé**  
(Indice base 100 = 2016 - Trimestre I)



Source : URSSAF - Sequoia, données cvs, champ concurrentielle hors agriculture

## Organisation de l'appareil productif

### Poids du secteur dans l'emploi

Source : Insee, RP 2014

	Emploi total	Emploi non salarié		Part dans l'emploi régional	
		Effectif	%		
Secteur	92 642	20 008	21,6%	4,3%	
Tous secteurs	2 173 693	337 086	15,5%		Rang 8ème

En 2014, le secteur concentre 92 642 actifs en emploi soit 4,3% de l'emploi en région. Parmi eux 78,4% sont salariés et 21,6% non-salariés. Le secteur se situe en 8ème position sur 38 dans l'emploi total régional. Le poids du secteur est conforme à la moyenne nationale, son indice de spécificité\* est de 1,02.

\* L'indice de spécificité sectorielle est obtenu en rapportant la part du secteur dans l'emploi régional à celle du secteur dans l'emploi national. Si l'indice est supérieur à 1, le secteur est surreprésenté en Occitanie, égal à 1, la représentation est identique, inférieure à 1, le secteur est sous-représenté en région.

### Etablissements (employeurs ou non)

Source : Insee, CLAP 2015

#### Evolution du nombre d'établissements

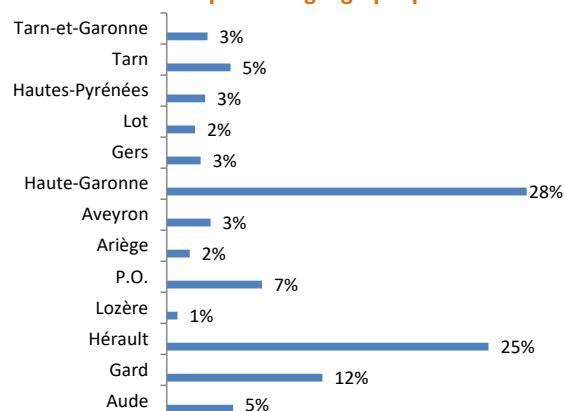
	Secteur	Tous secteurs
2010	37 257	603 520
2015	52 666	643 145
Taux de variation annuel moyen*	7,2%	1,3%

\* TVAM :  $((\text{Valeur arrivée} / \text{Valeur départ})^{1/n} - 1) * 100$

n = nombre d'années

En 2015, le secteur compte 52 666 établissements soit 8,2% du parc régional. Entre 2010 et 2015 le parc a augmenté de 7,2% par an et les établissements se concentrent principalement dans la Haute-Garonne, l'Hérault et le Gard.

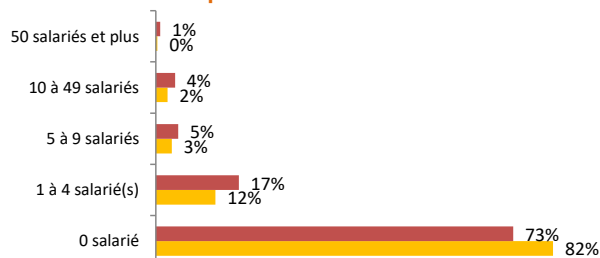
#### Répartition géographique



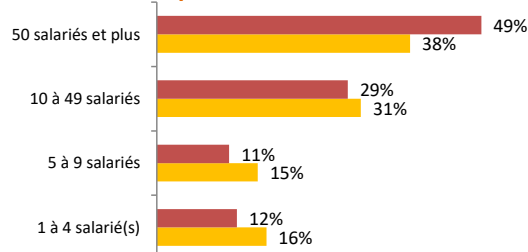
### Répartition des effectifs salariés et des établissements par taille

Source : Insee, CLAP 2015

#### Répartition des établissements



#### Répartition des effectifs salariés



■ Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques

■ Tous secteurs

Le secteur se compose, comme ailleurs en région, d'établissements de petite taille (94% des établissements n'ont pas de salarié ou ont moins de dix salariés). Cependant 69% des effectifs du secteur se concentrent dans les établissements de 10 salariés et plus.

## Qualifications et métiers

Source : Insee, RP 2014

### Les 10 métiers\* les plus représentés dans le secteur

	Effectifs	%
Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)	10 574	11,4%
Employés de la comptabilité	6 221	6,7%
Professionnels du droit	5 888	6,4%
Techniciens experts	5 622	6,1%
Ingénieurs du bâtiment et des travaux publics, chefs de chantier et conducteurs de travaux (cadres)	5 493	5,9%
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement (industrie)	4 813	5,2%
Techniciens des services administratifs	4 622	5,0%
Architectes	3 984	4,3%
Secrétaires bureautiques et assimilés	3 624	3,9%
Techniciens des services comptables et financiers	3 150	3,4%

\* Familles de métiers (en FAP 225 postes)

### Emplois par catégorie sociale

	Secteur	Tous secteurs
Agriculteurs exploitants	0%	3%
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4%	8%
Cadres	47%	16%
Professions Intermédiaires	29%	26%
Employés	15%	28%
Ouvriers	5%	18%

### Emplois par niveau de diplôme

	Ensemble des actifs		Moins de 25 ans	
	Secteur	Tous secteurs	Secteur	Tous secteurs
Aucun diplôme*	5%	15%	4%	17%
Niv V (CAP, BEP)	9%	25%	5%	23%
Niv IV (Bac)	14%	21%	18%	33%
Niv I, II, III (Bac+2 et +)	73%	39%	73%	28%

\* Aucun diplôme ou CEP ou BEPC

"Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)" et "Employés de la comptabilité" sont les familles de métiers les plus représentées dans le secteur.

La majorité des actifs (47%) dans le secteur sont des cadres (16% tous secteurs confondus).

Le niveau de formation des actifs est relativement plus élevé dans le secteur, 73% d'entre eux ont au moins un diplôme supérieur (39% en moyenne tous secteurs confondus).

Parmi les plus jeunes (moins de 25 ans), également 73% des actifs ont au minimum un diplôme supérieur.

## Caractéristiques individuelles et conditions d'emplois

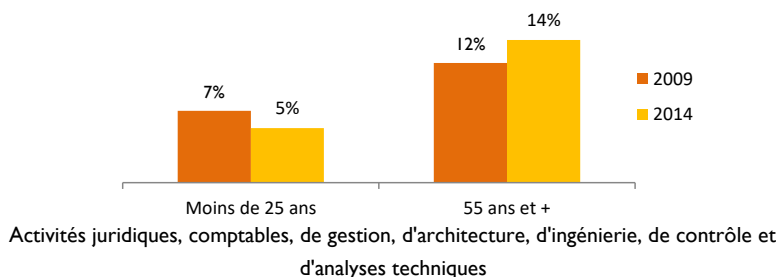
### Caractéristiques individuelles

Source : Insee, RP 2009-2014

#### Structure des emplois par âge en 2014

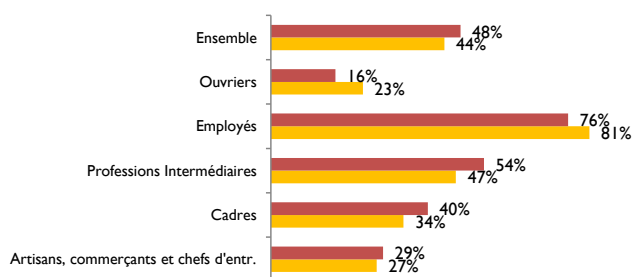
	Secteur	Tous secteurs
Moins de 25 ans	5%	8%
25-34 ans	29%	22%
35-44 ans	28%	26%
45-54 ans	24%	28%
55 ans et +	14%	16%

#### Structure des emplois par âge (évolution 2009 - 2014)



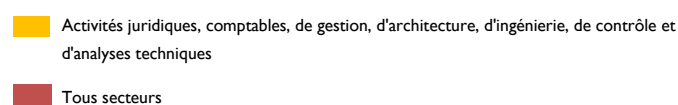
### L'emploi féminin

#### Taux de féminisation par catégorie sociale en 2014



#### Taux de féminisation (évolution 2009 - 2014)

	Secteur	Tous secteurs
2009	45%	47%
2014	44%	48%



57% des actifs du secteur ont entre 25 et 44 ans.

Le taux de féminisation du secteur est légèrement inférieur à la moyenne régionale, il reste stable entre 2009 et 2014.

### Conditions d'emplois

Source : Insee, RP 2014

#### Statut des emplois

	Secteur	Tous secteurs
En contrat d'apprentissage	2%	2%
Placés par une agence d'intérim	0%	1%
Emplois-jeunes, CES, contrats de qualification	0%	1%
Stagiaires rémunérés en entreprise	0%	0%
Autres emplois à durée limitée, CDD, contrat court, vacataire...	4%	9%
Emplois sans limite de durée, CDI, titulaire de la fonction publique	72%	71%
Non salariés : Indépendants	12%	10%
Non salariés : Employeurs	9%	6%
Non salariés : Aides familiaux	0%	0%

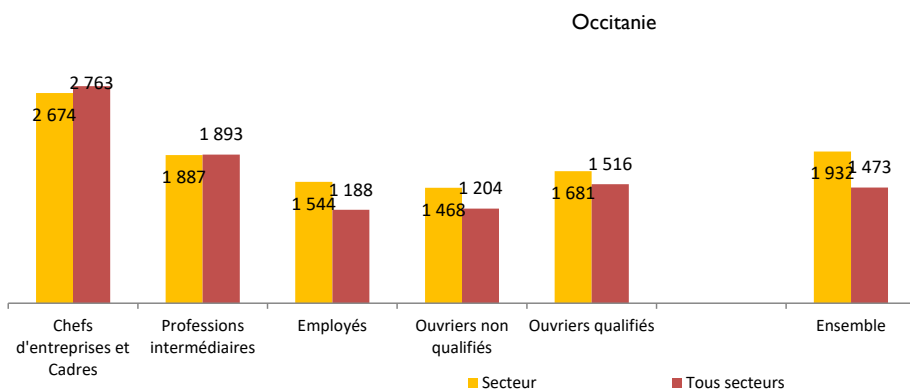
#### Temps de travail

	Tps complet	Tps partiel
Secteur	87,6%	12,4%
Tous secteurs	80,7%	19,3%

Les emplois à durée indéterminée (CDI) sont équivalents à la moyenne régionale. Le recours au temps partiel est moins fréquent, il concerne près de 12,5% des emplois du secteur contre 19% en moyenne régionale.

## Salaire mensuel net médian (€)

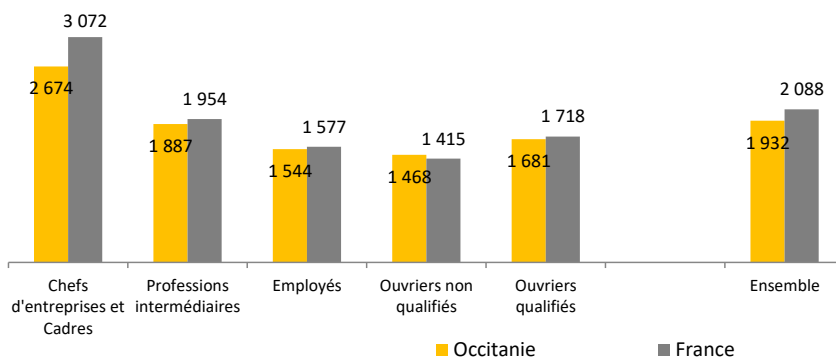
Source : Insee - DADS 2014, les données DADS sont soumises aux règles du secret statistique.



## Occitanie / France

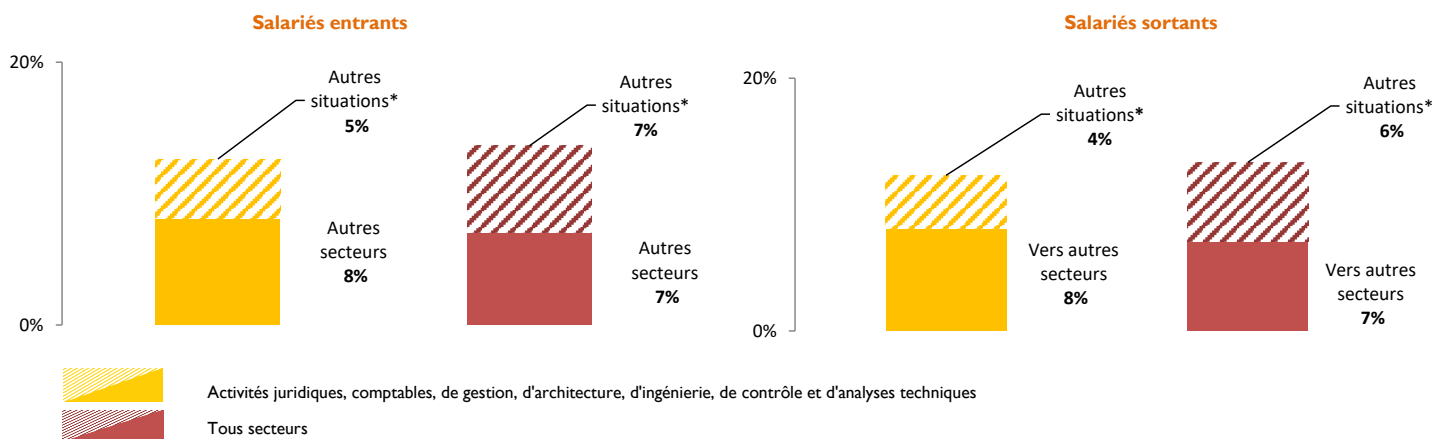
Le salaire médian dans le secteur est de 1 932 euros (1 473 euros tous secteurs confondus).

Il est nettement supérieur au salaire médian régional (1 473 euros tous secteurs confondus) et il est inférieur à celui observé dans le secteur au niveau national.



## Mobilité sectorielle

Source : Insee - DADS 2014, salariés rémunérés au 31/12 de l'année (entreprises du secteur privé)



Fin 2014, 13% des salariés du secteur sont des nouveaux salariés (14% tous secteurs confondus en région), 8% des salariés proviennent d'un autre secteur d'activités, 5% étaient non-salariés, chômeurs ou inactifs.

12% des salariés ont quitté le secteur (13% tous secteurs confondus en région).

## Sources utilisées

**INSEE DADS** : Le champ d'exploitation des DADS (Déclaration annuelle des données sociales) par l'INSEE couvre l'ensemble des employeurs et de leurs salariés, sauf les activités extra-territoriales (division 99 de la NAF rév.2). Il est étendu à compter de 2009 aux particuliers employeurs et aux salariés de la fonction publique d'Etat.

**INSEE RP** : Les enquêtes annuelles de recensement fournissent des statistiques sur les habitants et les logements, leur nombre ainsi que leurs caractéristiques : répartition par sexe et âge, professions exercées, conditions de logement, modes de transport, déplacements domicile-travail ou domicile-études, etc.

**INSEE CLAP** : Le champ couvert par CLAP (connaissance locale de l'appareil productif) concerne les établissements actifs le 31 décembre de l'année et les postes salariés correspondants, ce qui exclut les établissements qui ont cessé leur activité en cours d'année.

Sont inclus dans le champ : les activités agricoles, le secteur de l'intérim, les unités non employeuses. Sont exclus du champ : les activités non renseignées, les établissements appartenant aux entreprises de catégorie juridique "7150" (défense), et les activités des ménages en tant qu'employeurs de personnels domestiques ou les activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre.

**URSSAF** : La base de données Séquoia de l'Acoss et des Urssaf est alimentée par les bordereaux récapitulatifs de cotisations (BRC). Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel (tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la mutualité sociale agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

**Métiers** : La notion de métiers utilisée ici s'appuie sur la nomenclature "Familles professionnelles - FAP- 2009" et son niveau de regroupement en 225 postes. Les FAP sont une des principales nomenclatures de métiers, elles résultent d'un rapprochement entre la nomenclature des « professions et catégories socioprofessionnelles » (PCS) utilisée par l'INSEE et le « répertoire opérationnel des métiers et des emplois » (ROME) utilisé par Pôle emploi. La notion de famille de métiers élargie correspond au niveau de regroupement en 87 postes de la FAP-2009.

## Pour en savoir plus :

Le site web du Carif-Oref Occitanie

<http://www.cariforefoccitanie.fr/>

La nomenclature agrégée - NA 2008 INSEE

[Consulter la nomenclature](#)

Centre d'analyse stratégique « Les secteurs de la nouvelle croissance : une projection à l'horizon 2030 », Rapport n°48, janvier 2012

[Télécharger le document](#)